

FONDS MONDIAL - ÉVALUATION PROSPECTIVE DE PAYS (PCE)

Objet de la PCE

L'évaluation prospective de pays (PCE) est une plateforme d'évaluation intégrée à méthodes mixtes, conçue pour examiner le modèle d'investissement du Fonds mondial, ses investissements et sa contribution aux effets et à l'impact des programmes de lutte contre les épidémies de sida, de tuberculose et de paludisme dans huit pays. La PCE génère des données utiles à l'amélioration des programmes et à l'accélération du progrès vers les objectifs de la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial.

Aspects fondamentaux de la PCE



Évaluation prospective – collecte, analyse, visualisation et interprétation de données en temps utile, alignées sur la mise en œuvre programmatique



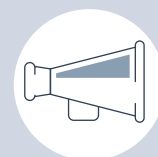
Méthodes mixtes – combinaison de résultats d'impact quantitatifs et de processus d'évaluation qualitative pour mieux cerner le « quoi », le « pourquoi » et le « comment »



Triangulation des données – triangulation de plusieurs sources de données primaires et secondaires

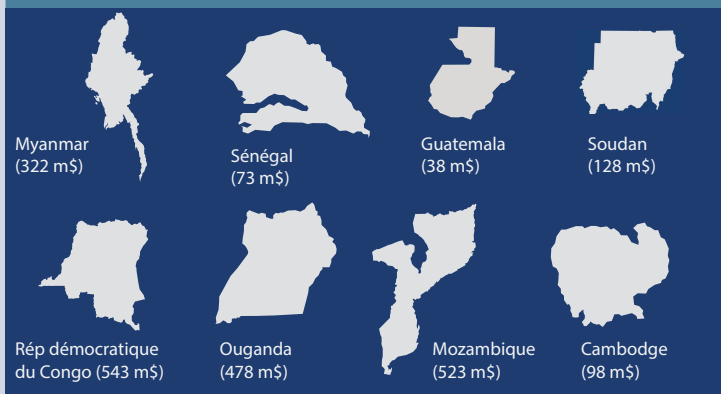


Synthèse multi-pays – pour éclairer les processus du modèle d'activité du Fonds mondial



Diffusion et utilisation – assurer un partage et un échange réguliers avec les parties prenantes pour faciliter l'exploitation des conclusions

Huit pays (investissements du Fonds mondial, période d'allocation 2017-2019, \$ US)



Cadre thématique de la PCE



La PCE est réalisée à la demande du Groupe technique de référence en évaluation (TERG) du Fonds mondial. La synthèse des conclusions ne reflète pas nécessairement les opinions du Fonds mondial ou du TERG. Ce document ne doit pas être reproduit, utilisé ou communiqué, en tout ou en partie, sans mention de provenance appropriée.

Plus d'infos : www.theglobalfund.org/en/technical-evaluation-reference-group/prospective-country-evaluations/

Conception : **Visualst**
(visualst.org)

CONCLUSIONS PRINCIPALES PAR THÈME



Modèle d'investissement du FM

- Malgré un traitement plus rapide des subventions, le processus de demande de financement différencié n'a pas entraîné une mise en œuvre dans les délais en raison de retards non anticipés imputables aux changements apportés au nouveau montage institutionnel des subventions du NMF2.
- Les changements apportés au montage institutionnel des subventions, notamment le regroupement des composantes maladie sous les bénéficiaires auxiliaires transversaux et la distribution mutualisée des produits de santé, ont été conçus pour accroître l'efficacité opérationnelle et l'alignement sur les systèmes nationaux, mais il s'est avéré difficile de les concrétiser avec des Bénéficiaires Principaux spécifiques à chaque maladie.
- Il apparaît que les principes COE de flexibilité, de partenariat et d'innovation sont mis en pratique, contribuant dès lors à une approche mieux adaptée au contexte du pays.
- L'approche provinciale est un modèle innovant qui permet d'améliorer la communication au niveau provincial et qui est utile à la résolution des goulots d'étranglements. Le lancement de ce modèle exige cependant d'importantes ressources et la mobilisation d'effectifs suffisants de l'équipe pays (ce qui s'est avéré difficile).
- En RDC, le modèle de partenariat assure l'harmonisation et la bonne coordination des interventions et des approches de mise en œuvre entre les parties prenantes, mais certaines faiblesses persistent dans la capacité de mise en œuvre (notamment au niveau de la gestion financière, de la collecte de données et des rapports, de la gestion de la chaîne d'approvisionnement et du suivi-évaluation).
- Il apparaît que les efforts de réforme de l'instance de coordination nationale (CCM) et de renforcement de sa capacité conduisent à un système de fonctionnement plus robuste et à une plus grande participation aux décisions stratégiques importantes.



Durabilité, transition et cofinancement

- Des progrès ont été réalisés vers une pérennité, du fait de l'alignement des programmes financés par le Fonds mondial sur les systèmes du pays et de leur mise en œuvre à travers ces systèmes.
- Le gouvernement a déclaré l'accroissement de son engagement de cofinancement pour le cycle de subventions en cours, satisfaisant ainsi à ses obligations. Il est cependant difficile de vérifier s'il s'agit d'une augmentation ou d'un changement substantiel d'allocation des ressources et il n'est pas clair que la démarche donne lieu à une appropriation accrue.



Systèmes résilients et pérennes pour la santé

- Les investissements du Fonds mondial dans les RSSH semblent contribuer au renforcement de capacité des systèmes nationaux et améliorer l'intégration du système sanitaire, à travers le système national d'information sanitaire notamment.
- Les investissements dans les ressources humaines de la santé ciblent principalement la rétention et l'augmentation en nombre des agents de santé, mais la faible harmonisation entre donateurs et les rares stratégies de renforcement de capacité minimisent le potentiel d'impact durable.



Optimisation des ressources

- Des activités sont mises en œuvre dans l'intention de rationaliser le montage institutionnel des subventions, d'améliorer l'efficacité et de renforcer l'efficacité des interventions. Les premières indications laissent entrevoir une grande attention à une approche stratégique qui valorise l'optimisation des ressources.
- Il apparaît que les PR et les programmes nationaux améliorent le rapport rendement/dollar investi, mais il reste encore des possibilités d'amélioration.



Genre, droits humains et populations clés et vulnérables

- Les difficultés rencontrées par les Bénéficiaires Principaux et les bénéficiaires auxiliaires pour harmoniser les activités et les budgets des programmes visant les populations clés et vulnérables et la réduction des barrières liées au genre et droits humains et l'accès aux services de santé ont retardé la mise en œuvre.

CONCLUSIONS PRINCIPALES PAR THÈME

Synthèse des conclusions de 2018 - de l'ensemble des 8 pays

Légende des cases colorées : ■ Facteur favorable ou accomplissement identifié ■ Difficulté ou obstacle identifié

- Les premiers décaissements (Fonds mondial aux Récipiendaire Principal) ont été effectués à temps pour la majorité des subventions.
- Les processus d'approbation des fonds de catalytiques à effet catalyseur sont parfois alignés sur les subventions principales.
- Les équipes pays du Fonds mondial ont fait preuve de flexibilité pour faciliter la transition des subventions.
- Les équipes pays du Fonds mondial ont joué un rôle important dans la résolution des goulots d'étranglement initiaux.
- Le Secrétariat du Fonds mondial a approuvé à temps la majorité des subventions de la PCE.

- Les processus simultanés du modèle d'investissement ont réduit le temps et l'attention accordés au démarrage des subventions, y compris celles de reconduction des programmes.
- La lenteur du processus de sélection et de contractualisation des partenaires, en particulier des récipiendaire auxiliaire par les Récipiendaire Principal, a retardé la mise en oeuvre des activités.
- L'approbation et le décaissement de certains fonds de contrepartie étaient mal alignés sur les subventions principales approuvées et cela a impacté la mise en oeuvre des activités.
- La transition des Récipiendaire Principal a suscité des retards initiaux de la mise en oeuvre.

Modèle d'investissement du FM

Genre, droits humains et populations clés et vulnérables

Objectif stratégique n° 3 du Fonds mondial : il faut promouvoir et protéger les droits humains et l'égalité de genre pour accélérer la fin des trois épidémies.

Systèmes résilients et pérennes pour la santé

Objectif stratégique n° 2 du Fonds mondial : il est essentiel de renforcer les systèmes de santé pour atteindre la couverture universelle et accélérer la fin des épidémies.



- Les activités de réduction des obstacles liés aux droits humains qui freinent l'accès aux services sont bien représentées dans les subventions contre le VIH, mais moins dans celles visant la tuberculose et le paludisme.
- Les investissements par programme maladie couvrent largement les populations clés et vulnérables telles que définies par le Fonds mondial, mais beaucoup des définitions de pays ne s'alignent pas sur celles du Fonds mondial.
- Les dimensions de genre et de droits humains ne sont pas bien comprises ni discutées par les parties prenantes.
- Les activités relatives à la tuberculose et au paludisme sont moins sensibles au genre.
- Les problèmes de contractualisation avec les récipiendaire auxiliaire sont à l'origine de retards dans la mise en oeuvre des activités.



- Sur tous les modules RSSH, l'absorption pendant la mise en oeuvre initiale des subventions est restée faible, en partie du fait des facteurs qui entravent plus généralement la mise en oeuvre (sélection et contrats récipiendaire auxiliaire, obstacles administratifs et logistiques, calendrier des décaissements, rotation du personnel, etc.).
- Les indicateurs de couverture RSSH s'alignent principalement sur le module SNIS/S-É, manquant l'occasion de suivre les autres priorités RSSH.
- Les investissements RSSH sont souvent considérés comme des solutions provisoires, à court terme, plutôt que sur le long terme, pour le renforcement de systèmes de santé plus durables.

Partenaires d'évaluation pays



CAMBODGE



RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO



GUATEMALA



MOZAMBIQUE



MOÇAMBIQUE



MYANMAR



SÉNÉGAL



SOUDAN



OUGANDA

Pour l'avenir,
vers l'avenir

Optimisation des ressources



Utilisation optimale des ressources aux fins des effets visés, évaluée selon le cadre des 4 E du DFID : Économie, Efficience, Efficacité et Équité



Durabilité, transition et cofinancement

Objectif stratégique n° 4 du Fonds mondial : des approches innovantes, qui répondent aux besoins divers des pays, sont essentielles pour accélérer la fin des épidémies.



- L'aspect économique s'est amélioré au fil du temps sur l'ensemble des subventions, avec la baisse des prix des produits de santé, souvent au-dessous des points de référence mondiaux.
- Robustes exemples d'efforts d'amélioration de l'efficience conceptuelle des subventions et des programmes nationaux, en particulier dans les pays confrontés à de nettes réductions budgétaires de leurs programmes.
- Des considérations de coût-efficacité éclairent la conception programmatique et la prise de décision dans la plupart des contextes (notamment par modélisation), mais pas de manière systématique.
- Les coûts de gestion des programmes varient considérablement d'un pays à l'autre et suivant le type de PR, avec des coûts nettement plus élevés pour les organismes onusiens et les organisations de la société civile que pour les gouvernements.
- Certains coûts unitaires de budgétisation ne reflètent pas bien les coûts réels, amenant potentiellement le FM à payer plus que le coût le plus faible possible pour les intrants et/ou une faible absorption budgétaire.
- Il serait possible d'assurer une répartition plus équitable des activités soutenues par le Fonds mondial entre les bénéficiaires ciblés.



- Tous les gouvernements des pays sous PCE ont pris l'engagement de satisfaire aux exigences de cofinancement du Fonds mondial ou de les dépasser.
- Les parties prenantes extérieures (organisations de la société civile, agents de plaidoyer et évaluateurs) n'ont pas pu vérifier l'exécution en temps utile dans la plupart des pays.
- Il semble que les pays intègrent des considérations de pérennité et de transition dans leur conception programmatique et leur mise en œuvre.

- ★ Ciblage des conclusions de la PCE sur les gestionnaires des programmes nationaux : la capacité de diffusion rapide des conclusions émergentes, avantage fondamental des évaluations prospectives, permet à la PCE de contribuer à l'amélioration continue de la qualité.
- ★ Les conclusions de la PCE sur les enseignements tirés pour les processus clés orienteront/guideront éclaireront la planification du prochain cycle de mise en œuvre.

Valeur ajoutée de la PCE au niveau du pays



- ★ La synthèse est source de valeur ajoutée au niveau du pays, en ce qu'elle permet aux parties prenantes de comparer leur riposte à celle des autres pays, ainsi que de mieux cerner la place de la PCE dans un processus stratégique plus large.
- ★ Les occasions de collecte et d'analyse de données provinciales peuvent ajouter une plus-value de la valeur aux perspectives de niveau national.

Partenaires d'évaluation au niveau mondial